



AFRIQUE/MALAWI - L'opposition décrète trois jours de protestations - L'Eglise elle aussi visée par le régime

Lilongwe (Agence Fides) - L'opposition au Malawi a décrété à partir de ce soir (21 septembre) trois jours de « ville morte » dans tout le pays, invitant la population à ne pas quitter son domicile et à ne pas se rendre au travail. L'initiative a été prise parce que les autorités de police n'ont pas autorisé la manifestation nationale qui était prévue pour aujourd'hui et ce malgré l'approbation de la Cour Suprême. La manifestation avait été convoquée dans un premier temps pour le 17 août mais avait ensuite été repoussée en guise de geste de bonne volonté en attendant que le Président Bingu wa Mutharika réponde aux questions de l'opposition (voir Fides 17 et 18/08/2011). Le Malawi vit en effet depuis longtemps une profonde crise politique (du fait de la progressive limitation des libertés civiles et d'une corruption galopante) et économique (due notamment au choix du Président de refuser les aides étrangères).

L'Eglise catholique est devenue elle aussi une cible du régime. « Ce qui caractérise ces mois-ci est l'attaque contre les églises que le Président considère comme des ennemis de son gouvernement » indique à l'Agence Fides le Père Piergiorgio Gamba, missionnaire montfortain qui œuvre depuis plus de 30 ans au Malawi. « Pour l'Eglise catholique, il s'agit d'un moment difficile mais également de beaucoup de liberté. Lorsque le Président de la Conférence épiscopale du Malawi, S.Exc. Mgr Joseph Mkasa Zuza, Evêque du Diocèse de Mzuzu dans le nord du Malawi (d'où provenaient 11 des 19 personnes tuées par la police en juillet), dans un discours public prononcé en présence du Président, a répété plusieurs fois que ceux qui croient être parfaits et n'avoir besoin d'aucun conseil sont de parfaits sots. Le détachement total avec la Présidence a commencé (voir Fides 18/08/2011). Alors que, pour l'Evêque, le discours avait une valeur générale et entendait attaquer une modalité de conduire le pays, le Président l'a pris comme un affront personnel et ne perd désormais plus une occasion pour attaquer les églises sans aucun respect » affirme le missionnaire.

« Une véritable campagne diffamatoire est en cours contre l'Evêque qui fait l'objet de lourdes accusations tant envers sa personne qu'envers son ministère. Alors que la réponse de toute l'Eglise a été très claire : « Ceux qui accusent un Evêque, accusent l'Eglise », la présidence n'entend pas s'arrêter. L'unité des églises chrétiennes en ce moment difficile est évidente tant dans les messages du Public Affairs Committee qui soutiennent l'Evêque de Mzuzu qu'à l'intérieur de l'Eglise catholique où les prêtres, les religieux, les religieuses et toute la communauté partagent le choix courageux de leurs Evêques » souligne le Père Gamba.

Le missionnaire fait en outre état d'un épisode qui explicite le climat d'intimidation dans lequel vit le pays. « Tout le pays sait désormais qu'Ernest Mahwayo, journaliste de la Montfort Media, avait été arrêté pour avoir photographié la résidence multimillionnaire que le Président se construit actuellement dans sa ferme connue sous le nom de Ndata Farm. Il a fallu deux jours pour qu'il sorte des cellules de police de Limbe, qui font partie des pires du pays dans l'absolu. Il a fallu une journée pour raconter au magistrat qu'Ernest, qui visitait des villages pour recueillir des informations sur les conditions de pauvreté et les injustices, avait photographié également la maison en construction, avec plus de 50 pièces et une contenance en eau telle qu'elle risque de soustraire l'ensemble de l'eau destinée à l'ensemble de la population locale. Ce sont de petites histoires mais pas vraiment vu que l'ensemble de la structure policière a bougé et que le Parquet a été représenté par le plus haut magistrat de l'ensemble de la région est » conclut le missionnaire. (L.M.) (Agence Fides 21/09/2011)